

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN

Cette brutale alliance militaire est devenue le plus perfide instrument de répression qu'a connue l'histoire de l'humanité.

L'OTAN a assumé ce rôle répressif dès que l'URSS, qui avait servi de prétexte aux États-Unis pour la créer, a eu cessé d'exister. Ses visées criminelles sont apparues au grand jour en Serbie, un pays slave dont le peuple avait lutté si héroïquement contre les troupes nazies durant la Deuxième Guerre mondiale.

Quand, en mars 1999, les pays de cette organisation néfaste, qui ambitionnaient de désintégrer la Yougoslavie après la mort de Josip Broz Tito, dépêchèrent leurs troupes pour appuyer les sécessionnistes kosovars, ils se heurtèrent à la forte résistance de cette nation dont les troupes expérimentées étaient intactes.

L'administration yankee, conseillée par le gouvernement espagnol de droite de José María Aznar, bombardra l'édifice de la télévision serbe, les ponts du Danube et Belgrade, la capitale. Elle détruisit sous les bombes l'ambassade de la République populaire de Chine dont plusieurs fonctionnaires moururent, et ce ne fut absolument pas une erreur comme arguèrent les responsables. De nombreux patriotes serbes perdirent la vie. Le président Slobodan Milošević accablé par la puissance des agresseurs et par la disparition de l'URSS, céda aux exigences de l'OTAN et admit la présence de ses troupes au Kosovo sous mandat de l'ONU, ce qui conduisit finalement à sa défaite politique et à son envoi devant la cour, en rien impartiale, de La Haye. Curieusement, il mourut en prison. Si le dirigeant serbe avait résisté quelques jours de plus, l'OTAN serait entrée dans une grave crise qui fut sur le point d'éclater. L'Empire disposa ainsi de bien plus de temps pour imposer son hégémonie aux membres toujours plus subordonnés de cette organisation.

Du 21 février au 27 avril dernier, j'ai publié sur le site web CubaDebate neuf Réflexions consacrées à cette question, abordant longuement le rôle de l'OTAN en Libye et ce qu'il allait se passer de mon point de vue.

Je vais devoir faire un résumé des idées essentielles que j'ai exposées et des faits qui se sont déroulés comme je les avais prévus, maintenant qu'un personnage clef de cette histoire, Mouammar Kadhafi, après avoir été grièvement blessé par les chasseurs-bombardiers les plus modernes de l'OTAN qui ont intercepté et détruit son véhicule, a été capturé vivant et assassiné par les hommes que cette organisation militaire a armés.

Son cadavre a ensuite été séquestré et exhibé comme un trophée de guerre, une conduite qui viole les principes les plus élémentaires de l'islam et d'autres religions. On nous annonce que la Libye sera bientôt déclarée « État démocratique et défenseur des droits humains ».

Je devrai donc consacrer plusieurs Réflexions à ces faits importants et significatifs.

Je continuerai demain lundi.

Fidel Castro Ruz
Le 23 octobre 2011
18 h 10

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (DEUXIEME PARTIE)

Voilà un peu plus de huit mois, le 21 février dernier, j'avais affirmé, absolument convaincu : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye. » C'est sous ce titre que j'avais abordé pour la première fois ce point dans des Réflexions dont la teneur semblait relever de la fantaisie.

Je reprends ci-dessous les facteurs qui m'avaient conduit à cette conclusion :

Le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees ; cette source de richesse leur a permis de disposer d'un instrument qui a accru considérablement leur pouvoir politique dans le monde. [...]

C'est sur cette source d'énergie que s'est développée la civilisation actuelle. Sur notre continent, le Venezuela a été le pays qui l'a payé le plus cher dans la mesure où les USA s'étaient emparés des gisements énormes dont la Nature a doté ce pays frère.

À la fin de la dernière guerre mondiale, des quantités toujours plus élevées de pétrole ont été extraites des gisements d'Iran, ainsi que de ceux d'Arabie saoudite, d'Iraq et des pays arabes situés autour qui en devinrent les principaux fournisseurs. La consommation mondiale n'a cessé de s'élever pour atteindre le chiffre fabuleux d'environ quatre-vingts millions de barils par jour, y compris ceux qui sont extraits des États-Unis, à quoi sont venus s'ajouter le gaz, l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire. [...]

Le gaspillage du pétrole et du gaz est associé à l'une des plus grandes tragédies, absolument pas solutionnées, que souffre l'humanité : les changements climatiques.

[...] La Libye est devenue en décembre 1951 le premier pays africain à atteindre son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle son territoire fut le théâtre de combats importants entre les troupes allemandes et celles du Royaume-Uni...

Le territoire de la Libye est désertique à 95 p. 100. La technologie a permis de découvrir d'importants gisements d'excellent pétrole léger – qui produisent aujourd'hui 1,8 million de barils par jour – et des gisements abondants de gaz naturel. [...] Son rude désert est situé sur un énorme lac d'eau fossile, qui fait le triple de la surface de Cuba, ce qui lui a permis de construire un vaste réseau de conduits d'eau potable à travers tout le pays.

[...] La Révolution libyenne a eu lieu en septembre 1969. Son principal dirigeant était Mouammar Kadhafi, un militaire d'origine bédouine, qui s'inspira dès sa première jeunesse des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Nombre de ses décisions furent sans doute associées aux changements qui se produisirent quand, tout comme en Égypte, une monarchie faible et corrompue y fut renversée.

[...] On peut être d'accord ou pas avec Mouammar Kadhafi. Le monde est actuellement bombardé de nouvelles de toutes sortes, surtout produites par les médias. Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonger ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye. Ce qui est absolument évident à mes yeux, c'est que l'administration étasunienne se fiche bien de la paix en Libye et qu'elle n'hésitera pas à donner l'ordre à l'OTAN d'envahir ce riche pays, peut-être même dans quelques heures ou quelques jours.

Ceux qui, motivés par de perfides desseins, ont inventé, hier dimanche 20 février dans l'après-midi, le mensonge selon lequel Mouammar Kadhafi se dirigeait au Venezuela, ont eu droit aujourd'hui à la digne réponse du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro...

Je n'imagine pas, quant à moi, que le dirigeant libyen puisse abandonner le pays et fuir les responsabilités qu'on lui impute, qu'elles soient fausses ou non en tout ou partie.

Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. La pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen. Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer !

Dès cette date, j'avais perçu ce qui coulait de source.

Demain, mardi 25 octobre, notre ministre des Relations extérieures Bruno Rodríguez interviendra au siège des Nations Unies pour dénoncer le blocus criminel des États-Unis contre Cuba. Nous suivrons de près cette bataille qui prouvera une fois de plus la nécessité non seulement de lever le blocus, mais encore d'en finir avec le système qui engendre l'injustice sur notre planète, dilapide ses ressources et met la survie humaine en danger. Nous prêterons une attention spéciale à la plaidoirie de Cuba. Je continuerai mercredi 26.

Fidel Castro Ruz
Le 24 octobre 2011
17 h 19

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (TROISIÈME PARTIE)

Le 23 février, j'ai affirmé sous le titre: « La danse macabre du cynisme » :

La politique de pillage imposée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN au Moyen-Orient est entrée en crise. [...]

La trahison de Sadat à Camp David a empêché l'existence de l'État arabe de Palestine visé dans les accords de l'ONU de novembre 1947, si bien qu'Israël est devenu une forte puissance nucléaire alliée des États-Unis et de l'OTAN.

Le complexe militaro-industriel étasunien a livré des dizaines de milliards de dollars tous les ans à Israël et même aux États arabes que celui-ci soumettait et humiliait.

Le génie s'est échappé de la bouteille, et l'OTAN ne sait pas comment le contrôler.

Il va s'efforcer de tirer le plus gros profit des regrettables événements libyens. Nul n'est capable de savoir actuellement ce qu'il se passe dans ce pays. L'Empire a fait publier par ses médias toutes sortes de chiffres et de versions, jusqu'aux plus saugrenus, afin de semer le chaos et la désinformation.

De toute évidence, une guerre civile se déroule en Libye. Pourquoi et comment a-t-elle éclaté ? Qui en paiera les conséquences ? L'agence Reuters, se faisant l'écho d'une banque japonaise bien connue, la Nomura, a signalé que les cours du pétrole pourraient battre tous les records :

[...] Quelles en seraient les conséquences en pleine crise alimentaire ?

Les principaux leaders de l'OTAN jubilent. Le Premier ministre britannique, David Cameron – selon ANSA – « ...a admis dans un discours au Koweït que les pays occidentaux avaient fait erreur d'avoir soutenu des gouvernements non démocratiques dans le monde arabe. » [...]

Son collègue français Nicolas Sarkozy a déclaré : « La poursuite de la répression brutale et sanglante contre la population civile libyenne est répugnante. »

Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a jugé « crédible » la quantité de mille morts à Tripoli, et a parlé de "chiffres tragiques" et de "bain de sang".

Selon Hillary Clinton, le « bain de sang » est « absolument inacceptable » et « doit cesser ».

Pour Ban Ki-moon, « le recours à la violence dans ce pays est absolument inacceptable... le Conseil de sécurité agira en accord avec les décisions de la communauté internationale... nous envisageons une série de variantes. »

En fait, ce qu'attend Ban Ki-moon, c'est qu'Obama dise le dernier mot.

Le président étasunien a parlé ce mercredi après-midi. Il a fait savoir que sa secrétaire d'Etat partirait en Europe afin de décider avec les alliés de l'OTAN des mesures à prendre. À le voir, on constatait qu'il ne voulait pas laisser filer l'occasion de se colleter avec le sénateur républicain d'extrême droite, John McCain, avec le sénateur pro-israélien du Connecticut, Joseph Lieberman, et avec les dirigeants du Tea Party, et de garantir son investiture par le Parti démocrate.

Les médias de l'Empire ont préparé le terrain en vue d'une action. Une intervention militaire en Libye n'aurait rien de surprenant, ce qui garantirait par ailleurs à l'Europe les presque deux millions de barils par jour de pétrole léger qu'elle importe, si des événements qui mettraient fin au leadership ou à la vie de Kadhafi n'intervenaient pas avant.

De toute façon, le rôle d'Obama est plutôt compliqué. Comment réagira le monde arabe et musulman si une telle équipée faisait couler à flot le sang libyen ? La vague révolutionnaire déclenchée en Égypte freinera-t-elle une intervention de l'OTAN en Libye ?

L'invasion de l'Iraq déclenchée [...] sous de faux prétexte [...] a coûté la vie à plus d'un million d'Arabes innocents.

Nul dans le monde n'acceptera jamais la mort de civils innocents, en Libye ou ailleurs. Je me demande : les États-Unis et l'OTAN appliqueront-ils un jour ce même principe aux civils désarmés que leurs drones et leurs soldats tuent tous les jours en Afghanistan et au Pakistan ?

C'est vraiment la danse macabre du cynisme !

Tandis que je réfléchissais à ces faits, les Nations Unies ont ouvert hier, mardi 25 octobre, le débat sur la résolution intitulée : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique », une levée que l'immense majorité des États membres de cette organisation réclament depuis maintenant vingt ans.

Cette fois-ci, les nombreux raisonnements justes et coulant de source – qui ne sont que de simples exercices de rhétorique selon les différentes administrations étasuniennes – ont mis plus que jamais à nu la fragilité politique et morale de l'Empire le plus puissant qui ait existé, aux intérêts oligarchiques et à la soif insatiable de pouvoir et de richesse duquel tous les habitants de la planète, dont ceux du pays même, ont été soumis.

Les États-Unis tyrannisent et saignent à blanc le monde globalisé par leur puissance politique, économique, technologique et militaire.

Vingt années de débats honnêtes et courageux menés aux Nations Unies avec le soutien d'États qui expriment censément la volonté de l'immense majorité des habitants de la planète ont prouvé cette vérité-là de plus en plus éloquemment.

Avant l'intervention de Bruno, des représentants ont exprimé les vues de nombreuses organisations de pays : l'Argentine, pour le Groupe des 77 plus la Chine; l'Égypte, pour le Mouvement des pays non alignés ; le Kenya, pour l'Union africaine ; le Belize, pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; le Kazakhstan, pour l'Organisation de la coopération islamique, et l'Uruguay, pour le MERCOSUR.

Indépendamment de ces critères collectifs, la Chine, dont le poids politique et économique ne cesse de croître dans le monde, l'Inde et l'Indonésie, des pays qui représentent à eux seuls 2,7 milliards d'habitants, ont appuyé fermement la Résolution à travers leurs ambassadeurs. Tout comme l'ont fait les ambassadeurs de la Fédération de Russie, du Belarus, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Venezuela et du Mexique. Parmi les pays les

plus pauvres des Caraïbes et d'Amérique latine, la représentante du Belize, qui a parlé au nom de la Communauté des Caraïbes, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Bolivie, qui ont parlé au nom de leurs respectifs pays ; dont les arguments relatifs à la solidarité de notre peuple, malgré un blocus qui date maintenant de cinquante ans, seront un encouragement immense pour nos médecins, nos éducateurs et nos scientifiques, ont fait vibrer leur voix solidaire.

Le Nicaragua est aussi intervenu avant le scrutin pour expliquer vaillamment pourquoi son pays voterait contre cette mesure perfide.

Le représentant des États-Unis l'avait fait juste avant pour expliquer l'inexplicable. Il m'a fait pitié. C'est le rôle qu'il doit jouer.

À l'heure du scrutin, deux pays se sont éclipsés : la Libye et la Suède ; trois se sont abstenus : les îles Marshall, la Micronésie et Palau ; deux ont voté contre : les États-Unis et Israël. Quand on sait que les USA comptent 313 millions d'habitants ; Israël, 7,4 millions ; la Suède, 9,1 millions ; la Libye, 6,5 millions ; les îles Marshall, 67 100 habitants ; la Micronésie, 106 800 ; Palau, 20 900, cela donne un total de 336 948 000 habitants, soit 4,8 p. 100 de la population mondiale qui se chiffre ce mois-ci à 7 milliards d'habitants.

Après le scrutin, la Pologne a expliqué le vote de l'Union européenne qui, bien qu'elle soit une étroite alliée des États-Unis et qu'elle participe forcément au blocus, est contraire à cette mesure criminelle.

Puis dix-sept pays ont pris la parole pour expliquer avec fermeté et décision pourquoi ils avaient voté la résolution contre le blocus.

Je poursuivrai vendredi 28.

Fidel Castro Ruz
le 26 octobre 2011
21 h 45

Le rôle de tueur de l'OTAN

(Quatrième partie)

J'ai écrit le 2 mars sous le titre : « La guerre inévitable de l'OTAN » :

À la différence de l'Égypte et de la Tunisie, la Libye occupe la première place de toute l'Afrique en Indice du développement humain et en espérance de vie. L'éducation et la santé y reçoivent une attention spéciale de l'État. Le niveau culturel de sa population est sans doute plus élevé. Ses problèmes sont d'une autre nature. [...] Le pays avait besoin d'une importante main-d'œuvre étrangère pour concrétiser ses plans de production et de développement social ambitieux.

[...] Il disposait d'énormes ressources et réserves en devises convertibles, déposées dans les banques des pays riches, ce qui lui permettait d'acheter des biens de consommation, voire des armes perfectionnées, auprès de ces mêmes pays qui veulent aujourd'hui l'envahir au nom des droits humains.

La colossale campagne de mensonges orchestrée par les médias a provoqué une grande confusion dans l'opinion publique mondiale. Il se passera du temps avant qu'on puisse reconstruire ce qu'il s'est vraiment passé en Libye et trier les faits réels des mensonges divulgués.

[...]

[...] L'Empire et ses principaux alliés recourent aux moyens les plus perfectionnés pour diffuser des informations dont il faut déduire des brins de vérité.

[...]

L'Empire et l'OTAN – sérieusement inquiets devant la vague révolutionnaire déclenchée dans le monde arabe qui produit une grande partie du pétrole sur lequel repose l'économie de consommation des pays développés et riches – ne pouvaient pas laisser filer l'occasion du conflit interne surgi en Libye pour promouvoir une intervention militaire. [...]

[...]

Malgré leur déluge de mensonges et la confusion qu'ils ont semée, les États-Unis ne sont pas parvenus à entraîner la Chine et la Fédération de Russie à faire adopter par le Conseil de sécurité une intervention militaire en Libye, bien qu'ils aient obtenu en revanche l'approbation de leur objectif momentané au Conseil des droits de l'homme. [...]

Le fait est que, comme je l'avais prévu, la Libye est désormais en proie à une guerre civile que les Nations Unies n'ont rien pu faire pour éviter, même si leur secrétaire général a jeté sa bonne part d'huile sur le feu.

Le hic – ce que les différents acteurs n'imaginaient sans doute pas – c'est que les chefs de la rébellion ont déclaré qu'ils refusaient toute intervention militaire étrangère.

Selon différentes agences de presse, Hafiz Ghoga, porte-parole du Comité de la révolution, a déclaré le lundi 28 février : [...] « Ce que nous voulons, ce sont des informations secrètes, mais absolument pas qu'on touche à notre souveraineté aérienne, terrestre et maritime », a-t-il ajouté lors d'une rencontre avec les journalistes...

Selon une dépêche de l'AFP de lundi dernier, « l'intransigeance des responsables de l'opposition en matière de souveraineté nationale reflétait l'opinion que de nombreux Libyens ont manifestée spontanément à la presse internationale à Benghazi ».

Une professeure de sciences politiques de l'université de Benghazi, Abeir Imneina, a affirmé ce même jour :

« Il y a un très fort sentiment national en Libye.

« De plus, l'exemple de l'Irak fait peur dans l'ensemble du monde arabe », souligne-t-elle, en référence à l'invasion américaine de 2003, censée apporter la démocratie dans le pays, puis par contagion à l'ensemble de la région, un scénario totalement démenti par les faits.

« On sait bien comment cela s'est passé en Iraq, qui se trouve en pleine instabilité, ça ne donne vraiment pas envie de suivre le même chemin. On ne veut pas que les Américains viennent pour finir par devoir regretter Kadhafi. » [...]

Quelques heures après la diffusion de cette dépêche, deux des principaux journaux des USA, The New York Times et The Washington Post, s'empressèrent d'offrir de nouvelles versions sur ce point, que rapporte l'agence DPA le 1^{er} mars :

« L'opposition libyenne pourrait demander à l'Occident de bombarder par air des positions stratégiques occupées par des forces fidèles au président Mouammar el-Kadhafi, fait savoir aujourd'hui la presse étasunienne. »

« La question est discutée par le Conseil révolutionnaire libyen, précisent The New York Times et The Washington Post dans leurs versions numériques.

[...]

« Au cas où les actions aériennes se réaliseraient dans le cadre des Nations Unies, cela n'impliquerait aucune intervention internationale, a expliqué le porte-parole du Conseil, cité par The New York Times.

[...]

« The Washington Post a cité des rebelles qui reconnaissent que, sans l'appui de l'Occident, les combats contre les forces loyales à Kadhafi pourraient durer longtemps et coûter beaucoup de vie. »

Je me suis aussitôt demandé dans ces Réflexions :

Pourquoi cette insistance à présenter les rebelles comme des membres éminents de la société libyenne en train d'inviter les États-Unis et l'OTAN à bombarder et à tuer des Libyens ?

On saura un jour la vérité à travers des gens comme la professeure de sciences politiques de l'Université de Benghazi, si éloquente quand elle raconte la terrible expérience qu'ont vécue des millions d'Iraqiens, tués, sans abri, sans emploi ou contraints d'émigrer.

Aujourd'hui, mercredi 2 mars, l'agence EFE présente ce porte-parole rebelle faisant des déclarations qui, à mon avis, infirment et confirment à la fois celles de lundi :

« Benghazi (Libye), 2 mars. La direction rebelle en Libye a demandé aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU de lancer une attaque aérienne "contre les mercenaires" du régime Mouammar el-Kadhafi.

« "Notre armée ne peut pas lancer des attaques contre les mercenaires en raison de son rôle défensif", a affirmé le porte-parole rebelle Hafiz Ghoga en conférence de presse à Benghazi. [...]

À laquelle des nombreuses guerres impérialistes ressemblerait celle-ci ?

À celle d'Espagne en 1936, à celle de Mussolini contre l'Éthiopie en 1935, à celle de George W. Bush contre l'Iraq en 2003, ou à n'importe laquelle des dizaines de guerres lancées par les États-Unis contre les peuples d'Amérique, depuis l'invasion du Mexique en 1846 jusqu'à celle des Malvinas en 1982 ?

Sans exclure, bien entendu, l'invasion mercenaire de Playa Girón, la sale guerre et le blocus contre notre patrie, une invasion dont nous fêtons le cinquantième anniversaire le 16 avril prochain.

Toutes ces guerres, comme celle du Viet Nam qui a coûté des millions de vies, ont eu pour points de départ les justifications et les mesures les plus cyniques.

Pour ceux qui doutent encore qu'une intervention militaire aura forcément lieu en Libye, je tiens à citer l'agence de presse AP, que je considère bien informée, dont une dépêche d'aujourd'hui affirme :

« Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) élaborent un plan d'urgence qui prend pour modèle les zones d'exclusion de vols établies dans les Balkans dans les années 90, au cas où la communauté internationale déciderait d'imposer un embargo aérien sur la Libye, ont affirmé des diplomates. »

N'importe quelle personne honnête capable d'observer avec objectivité les événements peut constater le danger que représente l'ensemble des faits cyniques et brutaux qui caractérisent la politique des États-Unis et qui expliquent pourquoi ils se sont retrouvés si honteusement seuls lors du débat aux Nations Unies sur la résolution : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique. »

Malgré mon travail, je suis les Jeux panaméricains de Guadalajara.

Notre pays se sent fier de ces jeunes gens qui sont des exemples pour le monde par leur désintéressement et leur esprit de solidarité. Je les félicite chaleureusement. Personne ne pourra plus leur ôter la place d'honneur qu'ils ont gagnée.

Je continuerai dimanche 30.

Fidel Castro Ruz
Le 28 octobre 2011
19 h 14

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN (Cinquième partie)

Le 9 mars, j'ai publié de nouvelles Réflexions intitulées : « L'OTAN, la guerre, le mensonge et les affaires » sur le rôle de cette organisation belliciste.

J'en sélectionne les paragraphes fondamentaux :

Comme certains le savent, le colonel Mouammar el-Kadhafi, un Bédouin au caractère particulier, s'inspirant des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser, prépara au sein des forces armées un mouvement qui renversa en septembre 1969 Idris I^{er}, roi de Libye, un pays désertique en sa quasi-totalité et faiblement peuplé, situé au nord de l'Afrique, entre la Tunisie et l'Égypte.

[...]

Né dans une famille de bédouins, dans la région de Tripoli, Kadhafi était foncièrement anticolonialiste. [...]

Jusqu'aux adversaires de Kadhafi assurent qu'il se fit remarquer par son intelligence durant ses études. Expulsé du lycée pour ses activités antimonarchiques, il s'inscrivit dans un autre, puis conclut des études de droit à l'université de Benghazi à vingt et un ans. Il entra ensuite à l'école militaire de cette ville où il créa en secret le Mouvement des officiers unionistes libres, et il conclut ses études dans une école militaire britannique.

[...]

Il s'engagea dans la vie politique par des actions incontestablement révolutionnaires.

En mars 1970, il obtint que les soldats britanniques évacuent le pays au terme de manifestations nationalistes massives et, en juin, que les États-Unis se retirent d'une grande base aérienne proche de Tripoli, qui fut remise à des instructeurs militaires égyptiens dont le pays était l'allié de la Libye.

En 1970, la Révolution toucha à plusieurs sociétés pétrolières occidentales et à des banques à participation étrangère. Fin 1971, la fameuse British Petroleum subit le même sort. Dans le domaine agricole, tous les biens italiens furent saisis, et les colons et leurs descendants expulsés de Libye.

[...]

Le dirigeant libyen élaborera des théories extrémistes, s'opposant à la fois au communisme et au capitalisme. Ça n'aurait pas de sens d'inclure cette étape de théorisations de sa part dans mon analyse, quoique je doive signaler que l'article premier de la Proclamation constitutionnelle de 1969 stipulait la nature « socialiste » de la Jamahiriya arabe libyenne populaire.

Je tiens en revanche à insister sur le fait que les droits humains n'ont jamais intéressé les États-Unis ni leurs alliés de l'OTAN.

La réunion du Conseil de sécurité, la réunion du Conseil des droits de l'homme à Genève et l'Assemblée générale des Nations Unies à New York n'ont été que du théâtre, un panier de crabes.

[...]

L'Empire prétend maintenant ... intervenir militairement en Libye et bloquer la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde arabe. [...]

Que la rébellion libyenne ait été attisée par les services secrets yankees ou par les erreurs de Kadhafi lui-même, il est important que les peuples ne se laissent pas duper, car l'opinion mondiale aurait très bientôt suffisamment de preuves pour savoir à quoi s'en tenir.

[...]

À l'instar de nombreux pays du Tiers-monde, la Libye est membre du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77 et d'autres organisations internationales à travers lesquelles se nouent des relations, indépendamment de leur système économique et social.

À grands traits : la révolution, inspirée de principes marxistes-léninistes et martinien, triompha en 1959 à Cuba, à cent cinquante kilomètres des États-Unis qui nous avaient imposé l'amendement Platt et qui étaient propriétaires de l'économie de notre pays.

L'Empire déclencha presque aussitôt contre notre peuple sa sale guerre, organisa des bandes contre-révolutionnaires, décréta un blocus économique criminel et peaufina l'invasion mercenaire de Playa Girón, durant laquelle un de ses porte-avions patrouillait non loin et ses marines étaient prêts à débarquer au cas où ses forces mercenaires auraient atteints les objectifs prévus.

[...] Tous les pays latino-américains, hormis le Mexique, participèrent au blocus criminel qui est toujours en place.

[...]

En janvier 1986, sous prétexte que la Libye était derrière le terrorisme dit révolutionnaire, Reagan rompit les relations économiques et commerciales avec ce pays.

En mars de cette même année, une force embarquée à bord de porte-avions situés dans le golfe de Syrte, dans les eaux que la Libye considère comme nationales, déclencha des attaques qui détruisirent plusieurs navires équipés de lance-missiles et des systèmes de radars côtiers que ce pays avait achetés à l'URSS.

Le 5 avril, une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats étasuniens fut plastiquée : trois personnes moururent, dont deux militaires étasuniens, et beaucoup furent blessées.

Reagan en accusa Kadhafi et ordonna à ses forces de l'air de riposter. Trois escadrilles décollèrent des porte-avions de la VI^e flotte et de bases du Royaume-Uni et lancèrent des bombes et des missiles sur sept objectifs militaires à Tripoli et à Benghazi. Un quarantaine de personnes moururent, dont quinze civils. [...] ...quand un missile la frappa (sa résidence) de plein fouet : sa fille Hanna mourut, et deux autres enfants furent blessés. Cette attaque fut largement condamnée ; l'Assemblée générale des Nations Unies vota une résolution la condamnant pour violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le Mouvement des pays non alignés, la Ligue arabe et l'OUA adoptèrent des positions tout aussi énergiques.

Le 21 décembre 1988, un Boeing 747 de Pan Am se désintégra en plein vol entre Londres et New York sous l'effet d'une bombe [...]

[...] Selon les Yankees, les recherches impliquaient deux agents secrets libyens. [...]

On commença à tisser une légende ténébreuse contre lui, avec la participation de Reagan et de Bush père.

[...]

Le Conseil de sécurité avait imposé à la Libye des sanctions qui commencèrent à être levées quand Kadhafi accepta de faire juger, dans des conditions données, les deux accusés pour le sabotage de l'avion en Écosse.

Dès lors, on commença à inviter des délégations libyennes à des réunions européennes. En juillet 1999, Londres entreprit de renouer totalement ses relations diplomatiques avec la Libye, après que celle-ci eut fait encore plus de concessions.

[...]

Le 2 décembre, Massimo D'Alema, Premier ministre italien, fut le premier chef de gouvernement européen à se rendre en Libye.

L'URSS et le camp socialiste européen avaient disparu, et Kadhafi avait décidé d'accepter les réclamations des USA et de l'OTAN.

[...]

Début 2002, le département d'État faisait savoir que des conversations diplomatiques étaient en cours entre les USA et la Libye.

[...]

Début 2003, après que la Libye eut accepté de signer un accord économique d'indemnisations avec les pays demandeurs, le Royaume-Uni et la France, le Conseil de sécurité de l'ONU leva les sanctions qu'il lui avait infligées en 1992.

Avant la fin de 2003, Bush et Antony Blair informèrent d'un accord avec la Libye, qui avait remis à des experts en renseignements britanniques et étasuniens de la documentation sur ses programmes d'armements non classiques et sur ses missiles balistiques d'une portée supérieure à trois cents kilomètres. [...] Cet accord, comme le révéla Bush, couronnait des mois de conversations entre Tripoli et Washington.

Kadhafi tint ses promesses de désarmement. En quelques mois, la Libye se débarrassa de ses cinq batteries de missiles Scud-C d'une portée de huit cents kilomètres et ses centaines de Scud-B d'une portée supérieures à trois cents kilomètres parmi ses engins défensifs de courte portée.

Un marathon de visites à Tripoli démarra en octobre 2002 : Berlusconi, en octobre 2002 ; José María Aznar, en septembre 2003 ; de nouveau Berlusconi en février, août et octobre 2004 ; Blair, en mars 2004 ; le chancelier allemand Schroeder, en octobre 2004 ; Jacques Chirac, en novembre 2004. [...]

Kadhafi parcourait l'Europe en triomphe. Il fut reçu à Bruxelles en avril 2004 par Romano Prodi, le président de la Commission européenne ; en août, il fut invité par Bush ; Exxon Mobil, Chevron Texaco et Conoco Philips mettaient la dernière main à la reprise de l'extraction de pétrole par des joint ventures.

En mai 2006, les USA faisaient savoir qu'ils retiraient la Libye de la liste des pays terroristes et qu'ils renouaient pleinement les relations diplomatiques.

En 2006 et 2007, la France et les États-Unis souscrivirent des accords de coopération nucléaire à de fins pacifiques. En mai 2007, Blair visite de nouveau Kadhafi à Syrte. La British Petroleum signa un contrat de prospection de gisements de gaz « extraordinairement important », selon les informations de l'époque.

En décembre 2007, Kadhafi se rendit deux fois en France et signa des contrats d'équipements militaires et civils pour dix milliards d'euros, et en Espagne, où il eut des entretiens avec le chef de gouvernement José Luis Rodríguez Zapatero. Il signa de très gros contrats avec d'importants pays de l'OTAN.

Pourquoi donc les États-Unis et les autres membres de l'OTAN ont-ils évacué maintenant leurs ambassades en Libye ?

Tout ceci est extrêmement curieux.

George W. Bush, le père de cette stupide guerre antiterroriste, avait déclaré le 20 septembre 2001 devant les élèves de l'école militaire de West Point : « Notre sécurité exigera... le recours aux forces militaires que vous commanderez et qui doivent prêtes à attaquer sur-le-champ n'importe quel sombre recoin du monde, et notre sécurité exigera que nous soyons prêts, le cas échéant, à déclencher des attaques préventives pour défendre notre liberté [...] Nous devons découvrir des cellules terroristes dans une soixantaine de pays... Aux côtés de nos amis et alliés, nous devons nous opposer à la prolifération et faire face aux régimes qui promeuvent le terrorisme en fonction de chaque cas. »

J'ajoute aujourd'hui que l'Afghanistan, un pays rebelle par tradition, fut envahi ; que les tribus nationalistes, autrefois alliées des États-Unis dans leur lutte contre l'URSS, ont été bombardées et massacrées. La sale guerre a gagné le monde entier. L'Iraq a été envahi sous des prétextes qui se sont avérés faux ; ses abondantes ressources pétrolières sont passées aux mains de sociétés yankees ; des millions de personnes ont perdu leur emploi et ont été contraintes de se déplacer dans le pays ou à l'étranger ; ses musées ont été pillés et d'innombrables citoyens ont perdu la vie ou ont été massacrés par les envahisseurs.

J'en reviens à mes Réflexions :

Une dépêche de l'AFP, daté de Kaboul aujourd'hui même, révèle :

« L'année passée a été la plus meurtrière pour les civils après neuf années de guerre entre les Talibans et les forces internationales en Afghanistan : presque 2 800 morts, soit 15 p. 100 de plus qu'en 2009, a affirmé ce mercredi un rapport de l'ONU qui insiste sur les coûts humains de ce conflit pour la population.

[...]

« Avec exactement 2 777 civils morts en 2010, la quantité de victimes a

augmenté de 15 p. 100 par rapport à 2009, indique le rapport annuel conjoint de la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan...

« Le président Barack Obama a exprimé, le 3 mars, son "profond regret" au peuple afghan pour les neuf enfants tués, tout comme l'ont fait le général étasunien David Petraeus, commandant en chef de l'ISAF, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates.

« ...le rapport de l'UNAMA souligne que le chiffre de civils morts en 2010 est quatre fois supérieur à celui des soldats des forces internationales tombés en combat cette même année.

Parlant de la Libye, j'avais écrit :

Pendant dix jours, on a entendu aux Nations Unies – entre Genève et New York – plus de cent cinquante discours sur les violations des droits humains, qui ont été repris des millions de fois à la télévision, à la radio, dans la presse écrite et sur Internet.

Notre ministre des Relations extérieures, Bruno Rodríguez, est intervenu devant ses pairs réunis à Genève dans le cadre de Conseil des droits de l'homme, le 1^{er} mars dernier. Il y a dit notamment :

« La conscience humaine s'élève contre la mort d'innocents en toute circonstance et en tout lieu. Cuba fait tout à fait sienne l'inquiétude du monde devant les morts de civils en Libye et souhaite que son peuple règle d'une manière pacifique et souveraine la guerre civile qui s'y déroule, sans aucune ingérence étrangère et d'une façon qui garantisse l'intégrité de cette nation. »

[...]

« S'il est vrai que le droit humain essentiel est le droit à la vie, alors le Conseil est-il prêt à en expulser les États qui déclenchent une guerre ?

« Expulsera-t-il donc les États qui offrent un financement et une aide militaire à un autre État qui les utilise à des violations massives, flagrantes et systématiques des droits humains et à des attaques contre la population civile, comme cela se passe en Palestine ?

« Appliquera-t-il donc cette mesure à des pays puissants qui réalisent des exécutions extrajudiciaires sur le territoire d'autres États en recourant à une technologie de pointe, telle que les munitions intelligentes et les drones ?

« Qu'arrivera-t-il donc aux États qui acceptent d'héberger sur leur territoire des prisons secrètes illégales, qui facilitent le transit secret d'avions emportant des personnes séquestrées ou qui participent à la torture ? »

[...]

Nous sommes contre la guerre intestine en Libye, en faveur de la paix immédiate et du plein respect de la vie et des droits de tous les citoyens, sans intervention étrangère, car celle-ci ne servirait qu'à prolonger le conflit et à favoriser les visées de l'OTAN.

Il s'est produit hier, 31 octobre, un fait qui, comme tant d'autres, atteste de l'immoralité absolue de la politique yankee.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) venait d'adopter une résolution courageuse : octroyer à l'héroïque peuple palestinien le droit de participer comme membre à part entière, par 107 voix contre 14, avec 52 abstentions.

Nous savons tous pertinemment pourquoi.

La représentante des États-Unis, suivant des instructions du Prix Nobel de la paix, a aussitôt déclaré que son pays, dès cet instant, suspendait toute contribution économique à cette organisation qui se consacre à l'éducation, à la science et à la culture.

Le ton dramatique qu'a pris cette dame pour annoncer la décision était vraiment de trop : bien que cynique, tout le monde s'y attendait.

Mais, comme si ce n'était pas déjà assez, une dépêche de l'AFP datée de Washington aujourd'hui à 16 h 05 nous apprend :

« Après le Sommet du G20... le président (Obama) et le président Sarkozy participeront à une cérémonie à Cannes pour commémorer l'alliance entre les États-Unis et la France », a indiqué la présidence étasunienne, qui a tenu à préciser que les deux dirigeants rencontreront aussi des « soldats étasuniens et français qui ont participé ensemble à l'opération » en Libye.

À suivre prochainement.

Fidel Castro Ruz

Le 1^{er} novembre 2011

16 h 32